ont encore empêchés de prendre cette voie, qu'ils ont regardée comme très rigoureuse et même très ignominieuse pour leur corps.

" Il y a un troisième récollet aussi décréto, sur lequel il n'y a d'autre charge que d'avoir conduit, avec le frère Césarée, ces criminels à Québec. M. Hocquart lèvera ce décret; et à l'égard des deux autres, leur supérieur les tiendra enfermés jusqu'à ce que nous ayons reçu vos ordres l'année prochaine.

" Le nommé Le Pallieur, concierge, est dans les prisons, et après le départ des vaisseaux M. Hocquart examinera les charges qui peuvent être contre lui, pour prononcer en conséquence.

" La procédure qui a été faite à Montréal, la publication des monitoires, les décrets de prise de corps décernés contre les dits frères, la perquisition de leurs personnes avec main-forte, et l'attente du jugement qui sera prononcé par Sa Majesté, sont à la vérité capables de faire faire des réflexions sérieuses aux religieux et communautés, qui jusqu'à présent ont cru faire des œuvres méritoires en faisant échapper des coupables à la justice. Mais elles ne sont point suffisantes pour les contenir longtemps, si Sa Majesté ne donne une déclaration précise par laquelle Elle fasse des défenses expresses à tous curés, ecclésiastiques et communautés séculières et régulières, de retirer et donner asile à tous déserteurs, vagabonds, et gens prévenus de crimes, pour les soustraire aux poursuites de la justice, sous peine d'être déchus de leurs privilèges, de privation des bienfaits du Roi, etc. Que cette déclaration enjoigne aussi à tous curés et ecclésiastiques comme dessus de souffrir dans leurs presbytères, maisons, couvents des deux sexes, toute perquisition et recherche des coupables qui seraient ordonnées par le juge ordinaire sur la simple permission du dit juge, et d'y obéir sur le champ, sans qu'il soit nécessaire d'avoir une permission particulière du gouverneur général ou de l'intendant du pays, et qu'en cas de contravention de la part des ecclésiastiques ou religieux aux deux articles précédents, la connaissance en appartint aux Juges Royaux, en dérogeant pour ce regard à l'art. 38 de l'édit de 1695. Il nous paraît, monseigneur, de l'attention de Sa Majesté qu'il lui plaise statuer sur ce que nous avons l'honneur de vous écrire, pour faire cesser des difficultés qui ne se sont renouvelées que trop souvent depuis l'établissement de ce pays-ci.¹

" Nous pouvons ajouter aux prétendus motifs de compassion et de charité qu'ont eus les deux frères récollets ceux d'une simplicité et d'une

¹ Que d'insinuations contre le clergé canadien dans ces quelques lignes de Beauharnais et Hocquart! Il aurait mieux valu citer des preuves.... Mais les faits sont tout à l'avantage du clergé. Voyons, par exemple, celui de M. Morel, que le conseil supérieur envoie chercher au Séminaire de Québec par ses huissiers: le séminaire n'essaie nullement de le cacher; M. Morel, de son côté, n'oppose aucune résistance aux huissiers, qui l'emmenent au Château, où il demeure enfermé près d'un mois. (Voir mon livre *Henri de Bernières, premier Curé de Québec*, p. 108.)